

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE
CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE

DCPE

**DIRECTION DE LA CONJONCTURE
ET DE LA PREVISION ECONOMIQUES**

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN JUIN 2013

BP 650 Abidjan 04
Plateau, Avenue marchand, Immeuble SCIAM 9^{ème} étage
Tél : +225 - 20 20 09 58
+225 - 20 22 76 50
Fax : +225 - 20 22 54 55

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN JUIN 2013

Au niveau international, la croissance économique mondiale en 2013 resterait identique à celle de 2012 (+3,1%). Cette évolution modérée résulterait à la fois d'une faible activité dans les pays avancés (+1,2%), en raison de la récession dans la zone euro (-0,6%) et d'une progression moins importante que prévue dans les pays émergents d'Asie (+6,9%) et en Afrique subsaharienne (+5,1%).

Au deuxième trimestre, un léger redressement du PIB est attendu dans la **zone euro** (+0,1%), après le repli enregistré au premier trimestre (-0,2%). Cette inversion de tendance est liée à l'amélioration progressive des exportations et à une légère reprise de la demande intérieure soutenue par une politique monétaire accommodante.

Aux **États-Unis**, l'économie américaine poursuit sa reprise à un rythme modéré au deuxième trimestre 2013. En effet, après 0,3% de croissance au premier trimestre, elle affiche une réalisation de 0,4% au deuxième trimestre.

Au **Japon**, la reprise de l'activité se consolide avec une augmentation du PIB de 1,0% au premier trimestre 2013. Une croissance moyenne de 0,6% est attendue par trimestre sur l'année et permettrait d'atteindre un taux de croissance de 2%.

Dans les **pays émergents et en développement**, le dynamisme a été moindre que prévu au deuxième trimestre 2013, en lien avec la baisse de la demande des pays avancés et la contraction des cours des matières premières. En Chine, l'activité a augmenté de 1,7% après 2,0% le trimestre précédent.

Sur le marché des matières premières à fin juin, l'indice Moody's et l'indice Reuter reculent respectivement de 0,7% et 2,6% par rapport à mai 2013, traduisant une baisse généralisée des cours des matières premières. En effet, les cours du cacao (-2,6%), du café (-7,4%), du caoutchouc (-2,7%), du maïs (-4,4%), du sucre (-2,9%), du pétrole brut (-0,2%) et de l'or (-5,0%) se rétractent, tandis que ceux de l'huile de palme (+0,1%) et du coton (+0,4%) se redressent modérément. Au niveau des produits transformés, le prix du gasoil (+1,5%) augmente, tandis que celui du super reste stable. Le cours du riz blanchi baisse de 1,1%.

Du côté du marché des changes, comparé au mois de mai 2013, l'Euro enregistre en juin une dépréciation par rapport au Yen (-2,1%) et une appréciation par rapport à la livre sterling (+0,3%), au Rand Sud africain (+8,4%), au Dollar américain (+1,6%) et au Yuan chinois (+1,5%).

Au plan national, l'activité économique bénéficie du renforcement de la stabilité politique avec l'entrée en activité des élus locaux. Par ailleurs, la poursuite et l'accélération des principaux chantiers du Plan National de Développement (PND), la mise en œuvre de réformes visant à améliorer le climat des affaires ainsi que le

renforcement du cadre macroéconomique ont permis de conforter la confiance des opérateurs économiques nationaux et des partenaires internationaux.

A fin juin 2013, **l'agriculture d'exportation** connaît une évolution favorable de la quasi-totalité des filières. En effet, elle est caractérisée par la bonne tenue des productions de cacao (+12,9% ; 634 558,5 tonnes) de coton (+31,2% ; 268 055,2 tonnes), d'anacarde (+40,4% ; 341 830,0 tonnes), de bois (+2,5% ; 690 063,5 m3), du caoutchouc (+2,8% ; 97 404,8 tonnes à fin mai) et de l'huile de palme (4,8% ; 243 874,2 tonnes fin mai). Cependant, le sucre (-9,8% ; 124 781,3 tonnes) et le café (-13,7% ; 101 806,9 tonnes) se maintiennent en baisse.

Dans le **domaine minier**, l'extraction de pétrole brut continue de plonger (-12,5%) pour se fixer à 4,9 millions de barils, en raison du déclin naturel des différents champs. Quant à la production de gaz naturel, elle progresse de 30,3% (contre une prévision de +10,5% pour l'année) pour atteindre 1 105,1 millions de mètres cubes, sous l'effet des investissements réalisés sur les permis CI26 et CI27 pour répondre à l'accroissement du besoin en gaz nécessaire à la production de l'électricité de source thermique. Par ailleurs, la production cumulée d'or brut, à fin juin, connaît une amélioration de 3,5% (pour une prévision à fin 2013 de +25%) et se chiffre à 6 313,5 kg. Cette hausse s'explique par l'accroissement de la production des mines de Tongon et de Bonikro.

L'activité industrielle hors extraction enregistre une progression de 8,3% à fin mai 2013, grâce essentiellement au dynamisme des branches « Produits des industries alimentaires et boissons » (+5,8%), « Meubles et produits divers » (+42,9%) et « Electricité, gaz et chaleur » (+18,1%). Suivant la tendance d'ensemble, l'activité manufacturière croît de 7,8%.

Toutefois, cette performance d'ensemble, cache les contractions d'activité enregistrées au niveau de certaines branches. Il s'agit principalement des « Articles d'habillement et fourrures » (-31,0%), des « Produits de raffinage, de la cokéfaction et des industries nucléaires » (-21,9%) et des « Ouvrages en métaux et produits du travail des métaux » (-38,6%).

L'indicateur avancé des BTP baisse de 17,7% en raison du repli de la production de bitume (-75,3%), de ciment (-1,9%) et de bacs (-40,7%). La chute du bitume est fortement liée à l'arrêt réglementaire d'activité des unités de production. Hors bitume, l'indicateur avancé ne baisse que de 0,8%. Cette baisse de production est compensée par une hausse importante des importations permettant ainsi de maintenir un bon niveau d'activité. En effet, on observe une importante valeur importée de « ciment de portland autres que les ciment blancs » de l'ordre de 143 250 tonnes à fin juin 2013 contre 2 000 tonnes sur la même période de 2012 (5,5 milliards contre 0,5 milliards). Il en est de même pour le « ciment

hydraulique » dont les importations à six mois 2013 ont atteint 3 930 tonnes (300,6 millions de F CFA) contre 284 tonnes à fin juin 2012 (39,2 millions de F CFA). En outre, les importations de bitume sont passées de 5,03 tonnes au premier semestre 2012 à 91,5 tonnes à six mois 2013.

Au niveau des **énergies commerciales**, la production d'**électricité** progresse de 17,2% par rapport à la période correspondante de 2012, sous l'effet des sources hydraulique (+54,0%) et thermique (+7,8%). Elle bénéficie de la bonne disponibilité en eau des barrages, de la hausse de l'extraction de gaz naturel et de l'effet de l'extension de 70 à 100 MW de la capacité de production de la centrale thermique AGGREKO. La consommation intérieure d'électricité reste vigoureuse (+12,1), tirée aussi bien par la basse tension (+14,0%) que par la haute et moyenne tension (+10,1%). Le dynamisme de la production nette d'électricité profite aux exportations qui atteignent 431 Gwh contre 150 Gwh au premier semestre 2012.

Les **produits pétroliers** n'enregistrent qu'une faible hausse de 0,8% en raison de la survenue d'une panne sur une unité de production pendant le mois de mai. Par ailleurs, l'offre de produits pétroliers pâtit également d'une demande intérieure moindre en HVO (-94,2%) pour la production d'électricité. Par conséquent, les ventes intérieures fléchissent de 2,3%. Hors HVO, les ventes intérieures de produits pétroliers s'accroissent de 14,2%.

En ce qui concerne les exportations, elles poursuivent leur redressement (+11,5%), en relation avec l'amélioration des marges de raffinage de la SIR et un meilleur approvisionnement en pétrole brut.

A fin juin 2013, les taux de croissance observés tant au niveau des produits pétroliers que de la branche électricité, restent en deçà des objectifs de progression annuels situés respectivement à +8,6% et +19,3%.

Les activités du **secteur tertiaire** se maintiennent en hausse sur le premier semestre 2013, en liaison avec la consolidation de la reprise économique et de la demande.

L'**indice du Chiffre d'affaires** du commerce de détail croît de +14,8% en termes nominaux à fin juin. Cette performance provient principalement des ventes de « Produits pétroliers » (+19,5%), de « Matériaux de construction, quincaillerie » (+46,6%) et de « Véhicules automobiles neufs » (+18,9%) et de « Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs » (+4,5%). Cette évolution d'ensemble est atténuée par le repli des ventes de « Pièces et des accessoires de véhicules automobiles et de motocycles » (-13,4%), de « Produits non transformés de l'agriculture ou de la chasse » (-79,8%) et de « Produits de la pêche, de la pisciculture » (-2,1%). En termes réels, l'Indice du Chiffre d'Affaires progresse de 11,3%.

Dans le **domaine du transport**, le trafic **aérien** bénéficie de l'amélioration des dessertes des compagnies à fin juin 2013. A cet effet, le nombre total de voyageurs

commerciaux augmente (+21,0%) tiré à la fois par l'accroissement du nombre de voyageurs en transit direct (+22,8%) et le nombre de voyageurs en arrivée (+21,0%) et départ (+21,0%). S'agissant du fret, il continue sa progression (+1,4%).

Au niveau de la branche **maritime**, il est observé à fin juin 2013 une augmentation du trafic global (+2,9%) par rapport à son niveau de fin juin 2012. Cette évolution s'explique principalement par l'accroissement des exportations (+4,6%) et des importations (+1,6%).

Du côté du **transport terrestre**, selon les données issues des statistiques des transports urbains produits par l'AGETU, le nombre d'opérateurs de transports enregistré est en hausse au 30 juin 2013 par rapport à 2012 (+5%). Cette évolution du transport terrestre est confirmée par la consommation de gazoil (+7,3%).

Au cours du premier semestre 2013, les **prix à la consommation** sont restés relativement élevés par rapport à 2012. **En moyenne** sur la période sous-revue, **l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)** croît de 3,5%. L'ensemble des fonctions s'inscrit dans cette tendance haussière à l'exception de la « Santé » (-1,7%) et de la « Communication » (-0,2%). Les postes contribuant à cette tension inflationniste sont les suivants : « Enseignement » (+28,0%), « Articles d'habillement et chaussures » (+7,1%), « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+3,8%), « Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+3,5%), « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+2,9%) et « Transport » (+2,2%). Cette évolution de l'inflation est à la fois d'origine importée (+5,0%) et locale (+3,2%).

En glissement annuel au mois de juin, l'inflation se situe à 2,9% après 3,6% en mai, avec une augmentation des prix des produits alimentaires de 1,8%.

L'**emploi** dans le secteur moderne, à fin juin, progresse de 2,8% (+20 221 emplois) à 742 788 salariés, tiré à la fois par le secteur privé (+2,9%; +16 392 emplois) et le secteur public (+2,3%; +3 829 emplois). Ces nouvelles embauches sur le marché du travail reflètent la consolidation de la reprise économique.

Les **échanges extérieurs** au terme du premier semestre 2013, sont marqués par les importations et réexportations exceptionnelles de plate forme de forage respectivement de 688,2 milliards et 699,0 milliards. Sous l'effet de ces derniers, les exportations et les importations ont progressé en valeur respectivement de 41,3% et 26,1%.

Hors biens exceptionnels, les flux commerciaux se caractérisent par une hausse en valeur plus importante des exportations (+15,8%) par rapport aux importations (+4,1%). Il en résulte un excédent commercial de 840,5 milliards, en hausse de 339,0 milliards par rapport au premier semestre 2012. Les prix à l'exportation augmentent de 7,1%, tandis que ceux des importations baissent de 16,4%, entraînant une amélioration des termes de l'échange (+27,7%). Le taux de couverture des importations par les exportations se situe à 128%, en hausse de 13,8 points par rapport au taux de la période correspondante de 2012.

La situation des **finances publiques** à fin juin 2013 se caractérise par une bonne tenue des recettes totales et dons (+3,8% ; 1493,4 milliards) par rapport aux objectifs, sous l'effet d'une hausse des concours extérieurs plus importants (+32,2 milliards mobilisés en 2013) ainsi que d'un meilleur recouvrement des recettes fiscales (+11,3 milliards) et des recettes non fiscales (+10,7 milliards). En ce qui concerne les dépenses, elles ressortent à 1556,9 milliards, soit une sous consommation de 65,8 milliards par rapport au programme à fin juin 2013. Cette sous consommation provient essentiellement des dépenses d'investissements (423,0 milliards contre 490,2 milliards prévus à fin juin) et des dépenses de fonctionnement (246,7 milliards contre 257,9 milliards prévus). Pour financer ses dépenses, en plus des recettes fiscales et non fiscales, l'Etat a eu recours au marché régional pour 321 milliards à fin juin 2013 contre 324,3 milliards prévus.

L'évolution des **agrégats monétaires** à fin mai 2013 et par rapport au début de l'année, est marquée par une augmentation des avoirs extérieurs nets (+3,4% ; +53,0 milliards), une dégradation de la Position Nette du Gouvernement (+9,2% ; +104,3 milliards) et une faible contraction du crédit net à l'économie (-0,5% ; -10,8 milliards). Les avoirs extérieurs se confortent au regard des excédents commerciaux et de la mobilisation plus importante d'appuis extérieurs sur la période sous revue. La contraction du crédit net à l'économie est imputable aux crédits de campagne (-21,2% ; -33,0 milliards) et aux crédits ordinaires de court terme (-1,0% ; -13,2 milliards) tandis que les crédits à moyen et long termes croissent (+4,6% ; +35,4 milliards).

Sur le premier semestre 2013, les nouvelles mises en place de crédits et les escomptes d'effets se sont accrus respectivement de 9,9% et 21,3% par rapport à la période correspondante de 2012, pour atteindre 1 073 milliards et 255,0 milliards.

Sur la base de ces évolutions favorables, la masse monétaire a augmenté de 1,4% (+70,2 milliards) par rapport à fin décembre 2012. Il est de même, les autres postes nets se sont accrus de 76,3 milliards, en relation avec la reconstitution et le relèvement des fonds propres des banques commerciales.

Le marché boursier a clôturé, à fin juin, en baisse par rapport au mois précédent. Les indices BRVM composite (210,9) et BRVM 10 (236,52) se sont repliés respectivement de 3,6% et 4,2%. La capitalisation boursière (6 116,5 milliards) est en recul de 2,8%, en lien avec la contraction des actions (-3,6%) tandis que les obligations (+1,3%) se redressent. Le volume global des titres échangés (2 662 352) est en fort repli (-47,4%) par rapport au mois précédent, alors que la valeur totale n'accuse qu'une légère diminution (-1,6%) pour se situer à 15,6 milliards.

Dans l'ensemble, l'évolution de l'activité économique est bien orientée dans tous les secteurs. Toutefois, au niveau du secteur primaire, le sucre, le café et le pétrole brut accusent des replis. Dans le secteur secondaire, la baisse du BTP est en partie compensée par la progression plus forte que prévue de l'activité industrielle. Par ailleurs, les perspectives dans le domaine du BTP restent prometteuses au regard des investissements prévus dans les infrastructures routières au second semestre. S'agissant des finances publiques, elles affichent des soldes qui sont au dessus des objectifs du programme, mais des dispositions idoines doivent être prises pour accompagner la réalisation des investissements prévus en 2013. Au niveau des prix à la consommation, les tensions observées persistent.

Au regard des réalisations à fin juin 2013 et des bonnes perspectives de croissance sectorielle, l'objectif de croissance annuelle prévue à 9,0% en 2013 pourrait être atteint.

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN JUIN 2013

I. LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

Au niveau international, la croissance économique mondiale en 2013 resterait identique à celle de 2012 (+3,1%). Cette évolution modérée résulterait à la fois d'une faible activité dans les pays avancés (+1,2%), en raison de la récession dans la zone euro (-0,6%) et d'une progression moins importante que prévue dans les pays émergents d'Asie (+6,9%) et en Afrique subsaharienne (+5,1%).

Au deuxième trimestre, un léger redressement du PIB est attendu dans la **zone euro** (+0,1%), après le repli enregistré au premier trimestre (-0,2%). Cette inversion de tendance est liée à l'amélioration progressive des exportations et à une légère reprise de la demande intérieure soutenue par une politique monétaire accommodante.

Aux **États-Unis**, l'économie poursuit sa reprise à un rythme modéré au deuxième trimestre 2013. En effet, après 0,3% de croissance au premier trimestre, elle affiche une réalisation de 0,4% au deuxième trimestre.

Au **Japon**, la reprise de l'activité se consolide avec une augmentation du PIB de 1,0% au premier trimestre 2013. Une croissance moyenne de 0,6% est attendue par trimestre sur l'année et permettrait d'atteindre un taux de croissance de 2%.

Dans les **pays émergents et en développement**, le dynamisme a été moindre que prévu au deuxième trimestre 2013, en lien avec la baisse de la demande des pays avancés et la contraction des cours des matières premières. En Chine l'activité a cru de 1,7% après 2,0% le trimestre précédent.

Sur le marché des matières premières à fin juin, l'indice Moody's et l'indice Reuter reculent respectivement de 0,7% et 2,6% par rapport à mai 2013, traduisant une baisse généralisée des cours des matières premières. En effet, les cours du cacao (-2,6%), du café (-7,4%), du caoutchouc (-2,7%), du maïs (-4,4%), du sucre (-2,9%), du pétrole brut (-0,2%) et de l'or (-5,0%) se rétractent, tandis que ceux de l'huile de palme (+0,1%) et du coton (+0,4%) amorcent un redressement modéré. Au niveau des produits transformés, le prix du gasoil (+1,5%) augmente, tandis que celui du super se stabilise, se maintenant à son niveau de mai 2013 (0,725 dollar le litre). Le cours du riz blanchi baisse de 1,1%.

Du côté du marché des changes, comparé au mois de mai 2013, l'Euro enregistre en juin une dépréciation par rapport au Yen (-2,1%) et une appréciation par rapport à la livre sterling (+0,3%), au Rand Sud africain (+8,4%), au Dollar américain (+1,6%) et au Yuan chinois (+1,5%).

II. LA CONJONCTURE NATIONALE

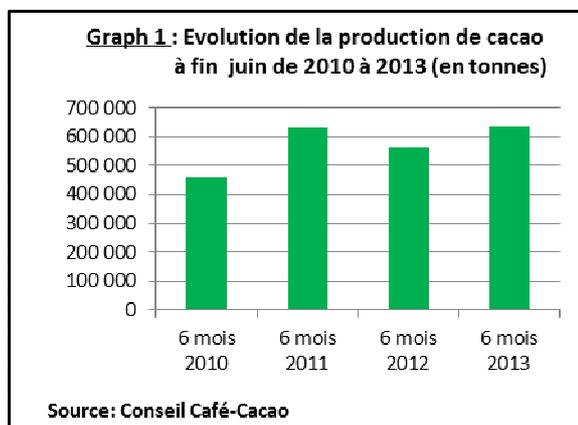
Au plan national, l'activité économique bénéficie du renforcement de la stabilité politique avec l'entrée en activité des élus locaux. Par ailleurs, la poursuite et l'accélération des principaux chantiers du Plan National de Développement (PND), des réformes visant à améliorer le climat des affaires ainsi que le renforcement du cadre macroéconomique ont permis de conforter la confiance des opérateurs économiques nationaux et des partenaires internationaux.

1. La production agricole

A fin juin 2013, l'agriculture d'exportation connaît une évolution favorable de la quasi-totalité des filières. En effet, elle est caractérisée par la bonne tenue des productions de cacao (+12,9% ; 634 558,5 tonnes) de coton (+31,2% ; 268 055,2 tonnes), d'anacarde (+40,4% ; 341 830,0 tonnes), de bois (+2,5% ; 690 063,5 m³), du caoutchouc (+2,8% ; 97 404,8 tonnes à fin mai) et de l'huile de palme (4,8% ; 243 874,2 tonnes fin mai). Cependant, le sucre (-9,8% ; 124 781,3 tonnes) et le café (-13,7% ; 101 806,9 tonnes) se maintiennent en baisse.

Par spéculation, les principales tendances se présentent comme suit :

Le cacao se redresse après le recul de la production en 2012, en liaison notamment avec l'entrée en production de nouvelles variétés végétales à rendement élevé. En outre, la filière bénéficie de l'amélioration du prix moyen bord champ qui passe de **669 FCFA/Kg** à fin juin 2012 à **700 FCFA/Kg** à fin juin 2013. Au premier trimestre 2013, ce prix était de 725 FCFA/Kg. Le revenu cumulé brut perçu par les producteurs de cacao s'est ainsi amélioré de **21,093%** par rapport à son niveau de juin 2012 pour s'afficher à environ 454,9 milliards de FCFA.



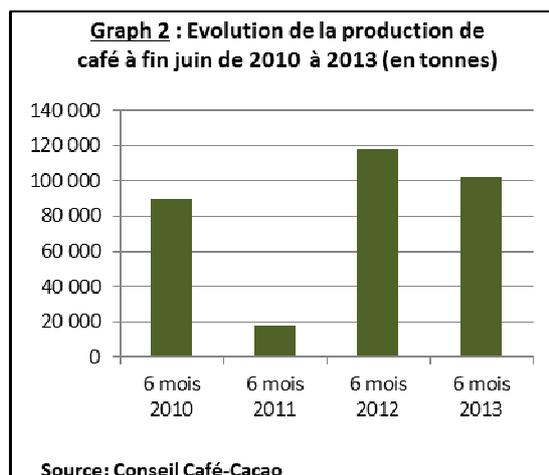
Le coton graine a encore bénéficié d'une subvention publique de 7 milliards permettant ainsi de réduire le coût des intrants. Par ailleurs, la filière tire profit d'un meilleur suivi de l'encadrement des producteurs par les sociétés cotonnières et certaines Organisations Professionnelles Agricoles (O.P.A). Elle profite également de l'appui des partenaires techniques et financiers pour le financement de certains projets, notamment le projet de relance de la culture attelée dans le bassin cotonnier. Toutefois, il est noté une baisse du prix bord champ qui passe de **265 FCFA/Kg** à **250 FCFA/Kg** entre les campagnes 2011/2012 et 2012/2013.

L'huile de palme se redresse, en lien avec l'activité des plantations industrielles.

Le dynamisme de la production d'anacarde s'explique par l'augmentation des superficies cultivées¹ et l'intensification de la récolte en début d'année, confirmant une production précoce en 2013. Cette évolution favorable est perceptible à travers la forte croissance des exportations malgré le faible niveau des prix bord champ (**200 F CFA/Kg**).

La contreperformance du café s'explique en partie par le manque d'entretien des plantations et la suspension des investissements nouveaux.

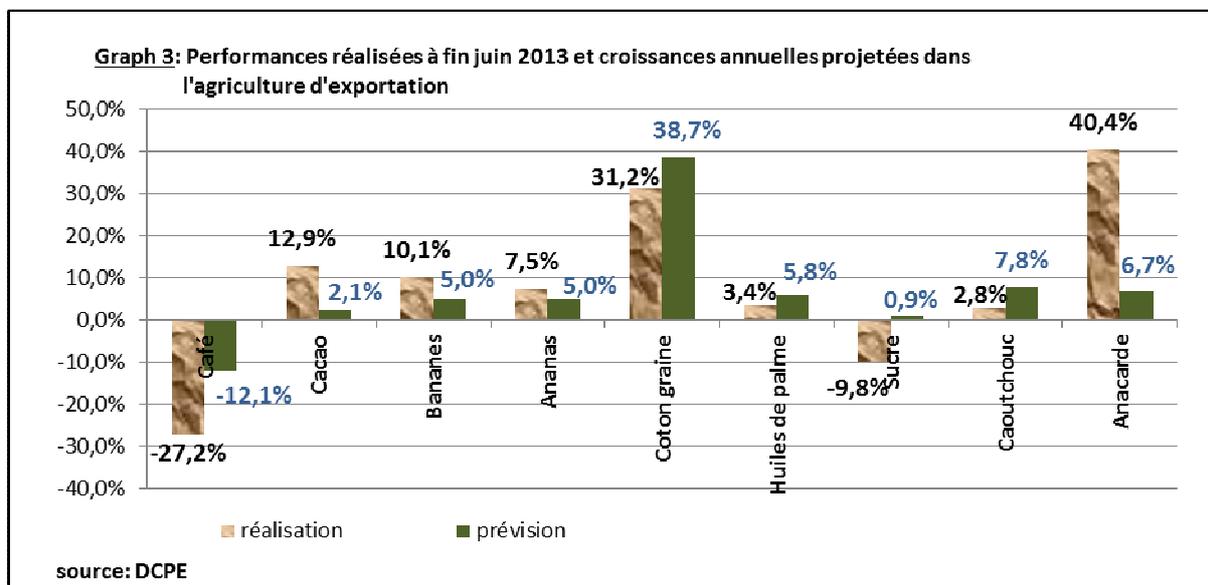
Toutefois, le prix minimum garanti au producteur de **620 F CFA/Kg** est respecté et supérieur de 17,9% à celui de la même période de 2012 (526 FCFA/Kg). Il se dégage un revenu cumulé



¹ La superficie cultivée est passé de 400 000 ha en 2009 à 750 000 ha en 2012.

brut perçu par les producteurs de 63,1 milliards, en amélioration de 1,7% par rapport à l'année précédente.

La baisse de la production de **sucre** s'explique par l'arrêt de la production, pendant trois semaines au cours du premier trimestre 2013, d'un des deux opérateurs de la filière et par la poursuite de la contrebande sur l'importation de sucre qui entraîne un ralentissement du rythme des investissements dans la filière. A ces facteurs, s'ajoutent les raisons d'ordre climatique (retard de la pluviométrie).



2. La production minière

Dans le **domaine minier**, l'extraction de pétrole brut continue de plonger (-12,5% contre une prévision annuelle de -8,1%) pour se fixer à 4,9 millions de barils, en raison du déclin naturel des différents champs. Quant à la production de gaz naturel, elle progresse de 30,3% (contre une prévision de +10,5% pour l'année) pour atteindre 1 105,1 millions de mètres cubes, sous l'effet des investissements réalisés sur les permis CI26 et CI27 pour répondre à l'accroissement du besoin en gaz nécessaire à la production de l'électricité de source thermique. Par ailleurs, la production cumulée d'or brut, à fin juin 2013, a connu une amélioration de 3,5% (pour une prévision annuelle à fin 2013 de +25%) et se chiffre à 6 313,5 kg. Cette hausse s'explique par l'accroissement de la production des mines de Tongon et de Bonikro.

3. La production industrielle et les BTP

L'activité industrielle est restée soutenue sur les cinq premiers mois 2013, en relation avec l'évolution favorable de l'activité agricole et de la demande.

L'IHPI hors extraction croît de 8,3% en moyenne sur la période sous revue. Cette évolution est principalement attribuable aux branches « Produits des industries alimentaires et boissons » (+5,8%), « Meubles et produits divers non classés ailleurs » (+42,9%) et « Electricité, gaz et chaleur » (+18,1%).

Les industries alimentaires et boissons sont impulsées par l'accroissement de la demande perceptible notamment à travers la hausse des exportations en volume de cacao transformé (+13,4%), de café transformé (+11,6%) et d'amande de cajou (+60,0%).

La branche « Meubles et produits divers non classés ailleurs » (+42,9%), bénéficie de l'accroissement des ventes de mèches à cheveux et de la disponibilité des intrants pour leur production.

Il en découle un accroissement de l'activité manufacturière de 7,8%.

Par ailleurs, la progression de l'activité de la branche « Electricité, gaz et chaleur », notamment la hausse de la consommation d'électricité de haute et moyenne tension (+10,1%) confirme bien le dynamisme de l'activité industrielle.

En dépit de cette performance d'ensemble, certaines branches se contractent. Il s'agit spécifiquement des « Produits chimiques » (-11,4%), des « Produits de raffinage, de la cokéfaction et des industries nucléaires » (-21,9%) et des « Ouvrages en métaux et produits du travail des métaux » (-38,6%).

Les « Produits de raffinage, de la cokéfaction et des industries nucléaires » (-21,9%) ont souffert de l'arrêt réglementaire (45 jours) des unités de production de bitume pour des travaux de maintenance.

Les « Ouvrages en métaux et produits du travail des métaux » pâtissent de la chute de la production de boîtes de conditionnement de conserves, du fait de la baisse des commandes.

S'agissant du BTP, l'indicateur avancé accuse une baisse de 17,7% (pour une prévision annuelle de 25,3%) imputable au repli des productions de bitume (-75,3%), de ciment (-1,9%) et de bacs (-40,7%). La chute du bitume est fortement liée à l'arrêt réglementaire d'activité des unités de production. Hors bitume, l'indicateur avancé ne baisse que de 0,8%.

Cependant, il convient de relever la limite de l'indicateur avancé du BTP, uniquement basé sur la production. En effet, les importations de bitumes se sont fortement accrues, passant de 5,03 tonnes au premier semestre 2012 à 91,5 tonnes sur les six premiers mois de l'année 2013. En outre, on observe une importante valeur importée de « ciment de portland autres que les ciment blancs » de l'ordre de 143 250 tonnes à fin juin 2013 contre 2 000 tonnes sur la même période de 2012 (5,5 milliards contre 0,5 milliards). Il en est de même pour le « ciment hydraulique » dont les importations à six mois 2013 ont atteint 3 930 tonnes (300,6 millions de F CFA) contre 284 tonnes à fin juin 2012 (39,2 millions de F CFA). Toutes, ces importations ont contribué à l'activité du BTP.

En termes de perspectives au niveau du BTP, une accélération des investissements dans le domaine de la route (réhabilitations, revêtement,...) est attendue, compte tenue de la faible exécution du budget prévu à cet effet (10,7 milliards exécutés sur un budget² de 156,1 milliards). Les projets portent principalement sur :

- le Programme d'Entretien Routier 2013 notamment le volet « routes revêtues » ;
- l'achèvement des travaux de l'Autoroute du Nord (taux de réalisation 93%) ;
- l'achèvement des travaux de la route Boundiali – Tengrela (taux d'exécution de 75%) ;
- l'achèvement des travaux de l'Échangeur de la Riviera (taux d'exécution 45%) ;
- l'achèvement des travaux du Pont de Bouaflé (20% d'exécution pour le pont et 60% pour la voirie);
- l'accélération des travaux du pont Riviéra - Marcory (taux d'exécution 35%);
- l'accélération des travaux du pont de Jacquville (taux d'exécution 45%);
- l'achèvement des travaux d'urgence pour le renforcement de l'Adduction d'Eau Potable d'Abidjan (taux de réalisation 45%).

² Budget issu du Collectif budgétaire de juin 2013.

4. La production et la consommation d'énergies commerciales

Le premier semestre 2013, enregistre une évolution favorable des énergies commerciales. Les productions d'électricité et de produits pétroliers progressent respectivement de 17,2% et 0,8% par rapport à la période correspondante de 2012.

Au cours de la période sous revue, la production de **produits pétroliers** par la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) a été affectée par la survenue d'une panne sur une unité de production pendant le mois de mai. Elle a également subi la contraction de la production de HVO découlant d'une demande intérieure moindre (-94,2%) pour la production d'électricité. Par conséquent, les ventes intérieures baissent de 2,3%. Hors HVO, elles croissent de 14,2%, tirées principalement par le super (+24,8%), le gasoil (+7,3) et le Kérosène (+41,9%).

En ce qui concerne les exportations, elles poursuivent leur redressement (+11,5%), en relation avec l'amélioration des marges de raffinage de la SIR et un meilleur approvisionnement en pétrole brut.

Dans l'ensemble, les ventes de produits pétroliers augmentent de 1,1%.

La production nette d'**électricité** bénéficie de la bonne disponibilité en eau des barrages, de la hausse de l'extraction de gaz naturel et de l'effet de l'extension de 70 à 100 MW de la capacité de production de la centrale thermique AGGREKO. Le dynamisme de la branche provient ainsi de la source hydraulique (+54,0%) et de la source thermique (+7,8%). Il permet de satisfaire une consommation intérieure en accroissement (+12,1) aussi bien au niveau de la basse tension (+14,0%) que de la haute et moyenne tension (+10,1%).

Les exportations d'électricité atteignent 431,9 Gwh contre 150,5 Gwh au premier semestre 2012, marquant un relâchement du flux tendu entre la demande et la production nette.

Sur la période écoulée de l'année, le taux de perte d'électricité ressort à 23,7% contre 28,0% un an plus tôt. Ce niveau reflète l'impact des mesures de lutte contre la fraude et des investissements en cours pour la réduction des pertes techniques. Le secteur reste toutefois confronté à des difficultés de distribution liées à la vétusté des installations qui occasionnent par moments des coupures.

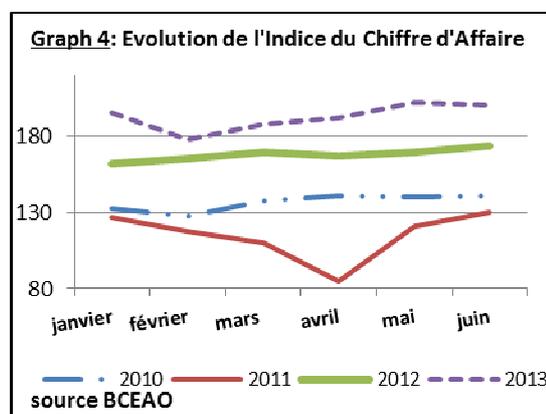
A fin juin 2013, les taux de croissance observés tant au niveau des produits pétroliers que de la branche électricité, restent en deçà des objectifs de progression annuels situés respectivement à +8,6% et +19,3%.

5. Les activités tertiaires

Les activités du **secteur tertiaire** se maintiennent en hausse sur le premier semestre 2013, en liaison avec la consolidation de la reprise économique et de la demande.

L'**Indice du Chiffre d'Affaires** du commerce de détail s'accroît de 14,8% en termes nominaux à fin juin. Cette performance provient principalement des ventes de « Produits pétroliers » (+19,5%), de « Matériaux de construction, quincaillerie » (+46,6%) et de « Véhicules automobiles neufs » (+18,9%) et de « Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs » (+4,5%).

Le dynamisme des ventes de produits pétroliers, en lien avec les ventes de la SIR hors HVO,



s'explique en grande partie par le relèvement des prix du butane depuis janvier 2013.

L'augmentation des ventes de « Véhicules automobiles neufs » est soutenue par l'exécution d'importantes commandes pour le rééquipement des services et le redéploiement des fonctionnaires de l'administration publique. Elle bénéficie également des facilités offertes par les concessionnaires pour les acquisitions de véhicules neufs.

Cette évolution d'ensemble est atténuée par le repli des ventes de « Pièces et des accessoires de véhicules automobiles et de motocycles » (-13,4%) et de « Produits de la pêche, de la pisciculture » (-2,1%).

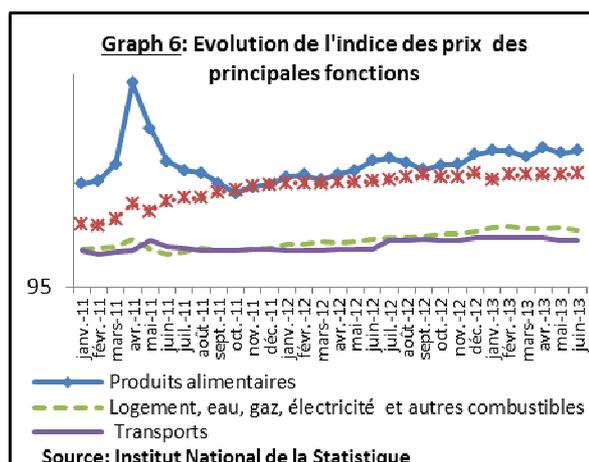
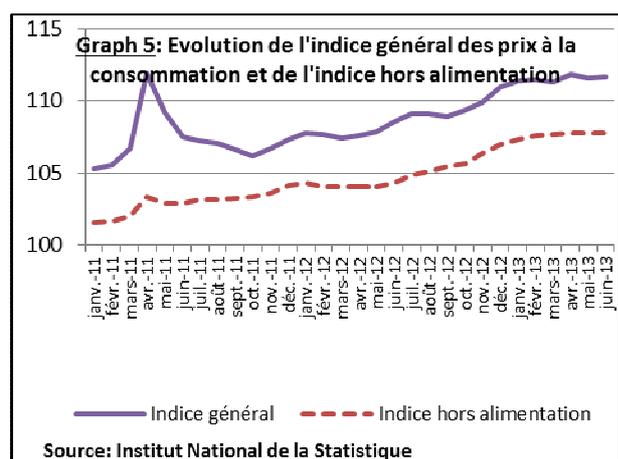
En termes réels l'Indice du Chiffre d'Affaires progresse de 11,3%.

Au niveau du transport, la branche **maritime** enregistre à fin juin 2013, une progression du trafic global (+2,9%) par rapport à son niveau de fin juin 2012. Cette évolution s'explique principalement par l'accroissement des exportations (+4,6%) et des importations (+1,6%). Toutefois, le Port Autonome d'Abidjan (PAA) enregistre une baisse du trafic global (-3,1%) liée à une baisse des exportations (-3,6%) et des importations (-2,9%). Quant au Port de San Pedro, il enregistre un accroissement du trafic global (+46,6%) tirée par les exportations (+42,0%) et les importations (+54,2%). Le nombre de navires entrés connaît une baisse au niveau du PAA (-3,4%), tandis qu'il ressort en hausse au PASP (+9,7%).

Du côté du transport terrestre, selon les données issues des statistiques des transports urbains produits par l'Agence de Gestion du transport Urbain (AGETU), le nombre d'opérateurs de transports enregistré est en hausse à fin juin 2013 par rapport à 2012 (+5%). Par ailleurs, cette tendance à la hausse du transport terrestre se traduit par l'augmentation de la consommation de gasoil de 7,3%.

6. Les prix à la consommation

Un regain de tension inflationniste a été observé au cours du premier semestre 2013, confirmant la hausse traditionnelle des prix à la consommation sur la première moitié de l'année.



Le renchérissement des produits alimentaires est imputable notamment aux légumes frais (+18,4%), aux poissons (+8,4%) de même qu'aux huiles et graisses (+3,1%). L'oignon frais (+65,3%), l'aubergine locale (+13%), le gombo frais (+3,8%) et le haricot vert (+1,0%) sont les éléments qui concourent à l'augmentation du prix des légumes frais. Quant au prix du

poisson, il est principalement affecté par le poisson fumé hareng (+15,4%), le poisson séché de Mopti (+13,9%), le poisson fumé maquereau (+12,6%), le poisson frais appolo (+12,2%) et le poisson frais capitaine (+9,1%). Enfin, la hausse du prix de huile et graisse est tirée par l'huile d'arachide (+17,7%), l'huile de maïs (+7,6%), l'huile de palme traditionnelle (+1,1%) et le beurre de karité en vrac (+2,4%).

Par ailleurs, les prix de l'attiéké en vrac (+21,6%), du poulet local sur pied (+16,8%), du manioc râpé en vrac « plakali » (+14,9%), du riz brisé vendu au détail (+8,6%), du riz local vendu au détail (+5,7%), de la viande de bœuf sans os (+4%), de l'igname tardive « klinglè » (+2,5%) et du maïs séché en grain (+2,3%) restent orientés à la hausse.

La progression des prix des « Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer », provient de l'ensemble des sous composantes, principalement des « Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements » (+9,8%), « Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage » (+3,9%) et des appareils ménagers (+3,5%).

La fonction « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles », subit principalement l'augmentation des prix du gaz butane de plus de 40% en janvier 2013 ainsi que des frais d'entretien et de réparation des logements (+2,8%).

Au niveau du Transport, les services ainsi que les ventes de véhicules enregistrent respectivement une hausse de prix de 2,6% et de 2,1%.

Ces niveaux ont toutefois été atténués par les postes ci-après :

Le fléchissement des prix au niveau de la fonction « Santé » est attribuable à la politique du gouvernement visant la gratuité ciblée des soins et l'appui à l'équipement des centres de santé. Ainsi, les groupes « services hospitaliers » (-2,0%), « services ambulatoires » (-2,1%) et « produits, appareils et matériels médicaux » (-1,4%) enregistrent des replis.

La baisse des prix de la « Communication » observée les années précédentes se tasse en raison de pratiques de prix de plus en plus proches du coût de production des services de téléphonie et de télécopie.

En moyenne sur la période écoulée de l'année, l'inflation est à la fois de source locale (+3,2%) et de source importée (+5,0%). L'augmentation des prix des biens alimentaires importés qui concourent à la hausse du prix local porte notamment sur les boissons (+17,6%), la viande, poissons en conserve (+16,5%), le riz (+14,9%), les produits laitiers (+9,2%), les fruits et légumes (+2,0%) et le poisson (+1,1%).

En **glissement annuel** au mois de juin 2013, l'inflation s'affiche à 2,9%, tirée par l'ensemble des fonctions, hormis la santé (-1,2%) et la communication (-0,2%). Les prix des fonctions « enseignement », « Articles d'habillement » et « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » croissent respectivement de 27,6%, 7,8%.

7. L'emploi

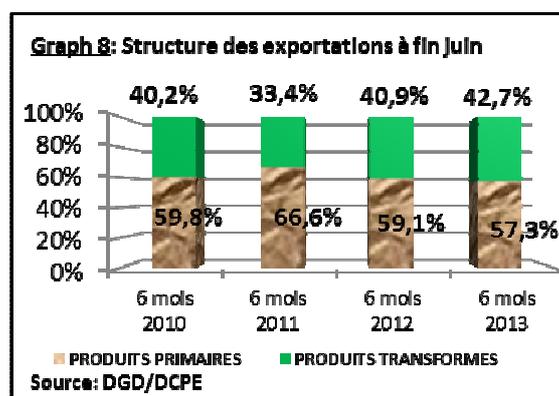
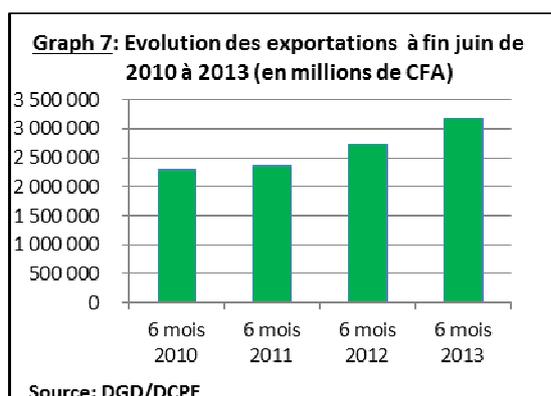
Sur les six premiers mois de l'année 2013, la création nette d'emplois dans le secteur moderne formel³ estimée à 20 221 salariés, traduit l'impact du dynamisme de l'activité économique sur le marché du travail.

³ Fonctionnaires pris en compte à la solde et salariés du secteur privé déclarés à la CNPS.

Dans le secteur public, l'effectif est en hausse de 2,3% (+3 829 agents) par rapport au début de l'année. Cette croissance provient essentiellement de l'administration centrale (+2,3% ; +3205 salariés) et des Etablissements Publics Nationaux (+10,1% ; +855 salariés).

Au niveau du secteur privé, il est enregistré 44 212 nouvelles immatriculations et réembauches à la CNPS contre 27 820 cessations d'activité. Il se dégage une création nette d'emplois de 16 392 salariés, portant l'effectif à 573 820 salariés (+2,9%) à fin juin 2013. Sur cette même période, 3 508 nouvelles entreprises ont été immatriculées et 426 entreprises ont repris leurs activités.

A fin juin 2013, le secteur moderne formel⁴ totalise 742 788 salariés, en progression de 2,8% par rapport au début de l'année.



8. Les échanges extérieurs

Les échanges de la Côte d'Ivoire avec l'extérieur au terme du premier semestre, sont marqués par les importations et réexportations exceptionnelles de plate forme de forage respectivement de 688,2 milliards et 699,0 milliards, soit une progression en valeur de 41,3% et de 26,1%.

Hors biens exceptionnels, **les échanges extérieurs** se caractérisent par une hausse en valeur plus importante des exportations (+15,8%) par rapport aux importations (+4,1%), en liaison avec le dynamisme de l'activité économique.

La tendance haussière des exportations observée au début de l'année se maintient à la fin du premier semestre, malgré la baisse généralisée des cours des matières premières. La structure des exportations comprend 57,3% de produits primaires qui progresse de 12,3% et 42,7% de produits transformés, en hausse de 20,8%.

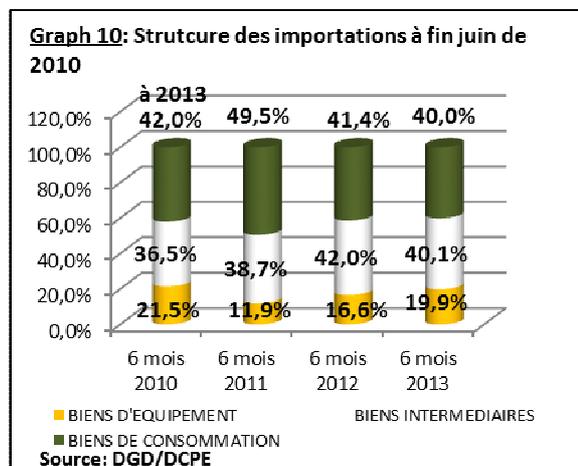
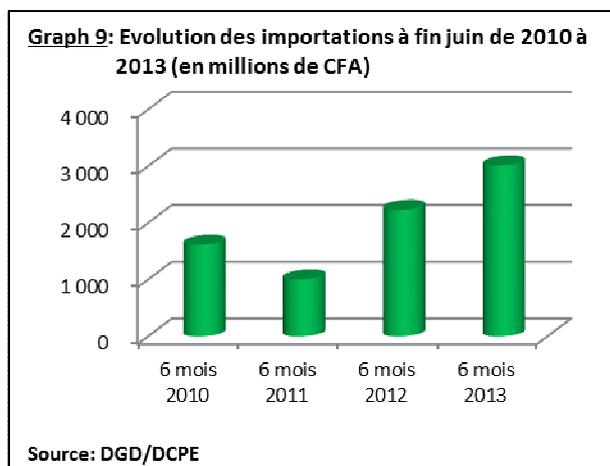
L'amélioration des produits transformés, s'explique en partie par le cacao transformé (+16,3%) et les produits pétroliers (+12,8%) qui bénéficient de la bonne tenue de l'industrie agroalimentaire et de la production de produits pétroliers. Ces deux produits ont constitué 53,0% des produits transformés exportés.

Les exportations de produits primaires comprennent le cacao fève (+39,6%), le pétrole brut (15,8%) et la noix de cajou (12,3%). Leur évolution est tirée principalement par le cacao fève (+19,0%) et l'anacarde (+114,3%), en lien avec la bonne tenue de la production.

⁴ Estimé par les fonctionnaires pris en compte à la solde et les salariés du secteur privé déclarés à la CNPS

Les exportations de la Côte d'Ivoire sont caractérisées par les échanges avec les partenaires traditionnels à savoir les Pays bas (+9,1%), les Etats Unis (+7,9%) et le Nigéria (+6,6%).

Au niveau des importations, la progression des biens d'équipement (+24,6%) reste forte en réponse aux besoins du secteur productif. Les entrées importantes portent sur les matériels de



transport routier (+13,8%), des machines mécaniques (+30,4%) et des machines électriques (+46,9%).

Quant aux biens intermédiaires, ils sont en quasi stabilité en valeur (-0,6%) malgré une hausse en volume de 5,8%. Cette évolution résulte d'une importation de pétrole brut (-8,4%), de céramique, verre et pierre (-16,2%), engrais (+65,3%) et autres matériaux de construction (+73,6%). Les produits alimentaires accusent un repli de 3,2% lié notamment au riz (-20,3%), ainsi que les graisses et huiles végétales (-39,8%). Cette baisse des importations de riz s'expliquerait à la fois par le dynamisme de la production (+122,4% à fin 2012) et l'effet de déstockage suite à la forte importation de 2012 (+35,6%).

Hors biens d'équipement et bien exceptionnels, les importations restent en quasi-stabilité (+0,1%). Elles sont constituées à 50% de biens de consommation et à 50% de biens intermédiaires. Les biens intermédiaires sont essentiellement composés de pétrole brut (58,3%) alors que les biens de consommations sont assez diversifiés.

Tableau 1 : Structure des importations hors biens d'équipement et biens exceptionnels

Libellés	6 mois 2010	6 mois 2011	6 mois 2012	6 mois 2013
BIENS INTERMEDIAIRES	46,5%	43,9%	50,4%	50,0%
dont: Pétrole brut	52,1%	61,7%	63,3%	58,3%
Fer, fonte, acier et ouvrages en acier	14,0%	7,4%	10,3%	10,6%
BIENS DE CONSOMMATION	53,5%	56,1%	49,6%	50,0%
dont: Poissons	9,3%	14,3%	9,5%	9,6%
Riz semi-blanchi	14,4%	12,6%	11,1%	8,8%
Produits pétroliers	5,3%	4,3%	8,7%	8,7%

Source : DGD/DCPE

Les principaux fournisseurs de la Côte d'Ivoire, au cours du premier semestre 2013, sont le Nigéria (+24,2%) en raison du pétrole brut, la France (+14,3%) et la Chine (+9,7%).

Il en résulte un excédent commercial de 840,5 milliards, en hausse de 339,0 milliards par rapport à la réalisation du premier semestre 2012. Les prix à l'exportation augmentent de 7,1%, tandis que ceux des importations baissent de 16,4% entraînant une amélioration des termes de l'échange (+27,7%). Le taux de couverture des importations par les exportations se situe à 128%, en hausse de 13,8 points par rapport au taux de la période correspondante de 2012.

9. La situation des finances publiques

Sur les six (6) premiers mois de l'année 2013, les recettes totales et dons s'établissent à 1 493,4 milliards alors que les dépenses totales et prêts nets atteignent 1 556,9 milliards. Il se dégage en conséquence, un solde global déficitaire de 63,5 milliards contre un objectif à date de -183,5 milliards. Le solde primaire de base est quant à lui ressorti positif à 114,9 milliards pour un objectif de -55,5 milliards, en liaison notamment avec la bonne tenue des recettes.

Dans le détail, la situation des finances publiques se décline comme suit :

Les ressources se chiffrent à 1 493,4 milliards, en hausse de 54,2 milliards comparées à l'objectif du Programme Economique et Financier. Ce surplus provient de l'excédent sur la mobilisation de ressource extérieure (+32,2 milliards), des recettes fiscales (+11,3 milliards) et des recettes non fiscales (+10,7 milliards dont 9,4 milliards de cotisations de sécurité sociale).

Globalement, les recettes fiscales ressortent supérieur à l'objectif de 11,3 milliards, avec 1173,2 milliards recouvrés contre 1161,9 milliards prévus. Les impôts directs et indirects ont été collectés respectivement à hauteur de 368,8 milliards et 263,6 milliards. Quant aux droits de porte, ils se sont établis à 540,8 milliards avec 160,7 milliards de taxes à l'exportation.

Les **dépenses totales et prêts nets** ressortent à 1556,9 milliards contre 1622,7 milliards prévus, soit une sous consommation de 65,8 milliards imputable principalement aux dépenses d'investissement (-67,1 milliards). L'exécution des dépenses d'investissement a atteint 423 milliards contre 490,2 milliards prévus à date, soit un taux d'exécution de l'objectif de 86,3%. Les investissements réalisés ont été financés sur ressources extérieures à hauteur de 217,2 milliards contre 134 milliards prévus. Le financement sur ressources intérieures s'est situé à 205,9 milliards pour une prévision de 356,2 milliards, soit une sous exécution de 150,3 milliards. Par rapport au niveau total (1 103,1 milliards) des investissements prévus en 2013, le taux d'exécution est de 38,4%.

Pour financer ses dépenses, en plus des recettes fiscales et non fiscales, l'Etat a eu recours au marché régional pour 321 milliards sur le premier semestre 2013 contre 324,3 milliards prévus. Les émissions ont porté sur : (i) les bons du Trésor pour 179,6 milliards contre 161,9 milliards prévus, (ii) les obligations du Trésor à hauteur de 80,4 milliards pour un objectif de 70 milliards et (iii) les emprunts obligataires pour 61 milliards contre une prévision de 92,4 milliards.

10. La situation monétaire

L'évolution des **agrégats monétaires** à fin mai 2013, est marquée par une augmentation des avoirs extérieurs nets (+3,4% ; +53,0 milliards) et du crédit intérieur net (+2,7% ; 93,5 milliards) par rapport au début de l'année.

Les avoirs extérieurs se confortent au regard des excédents commerciaux et de la mobilisation plus importante d'apuis extérieurs sur la période sous revue.

Quant au crédit intérieur net, il résulte de la dégradation de la Position Nette du Gouvernement (+9,2% ; +104,3 milliards) et de la faible contraction du crédit net à l'économie (-0,5% ; -10,8 milliards). Cette évolution du crédit à l'économie provient des crédits de campagne et des crédits ordinaires de court terme, en raison de leur saisonnalité. En effet, les crédits de campagne sont mis en place au dernier trimestre et le remboursement s'effectue sur les neuf premiers mois de l'année suivante. Les crédits ordinaires de court terme, progressent également au dernier trimestre avec la mise en place des prêts scolaires et baissent sur les neuf premiers mois de l'année suivante du fait des remboursements. S'agissant des crédits nets à moyen et long terme, source de financement des investissements, ils croissent de 4,6% (+35,4 milliards).

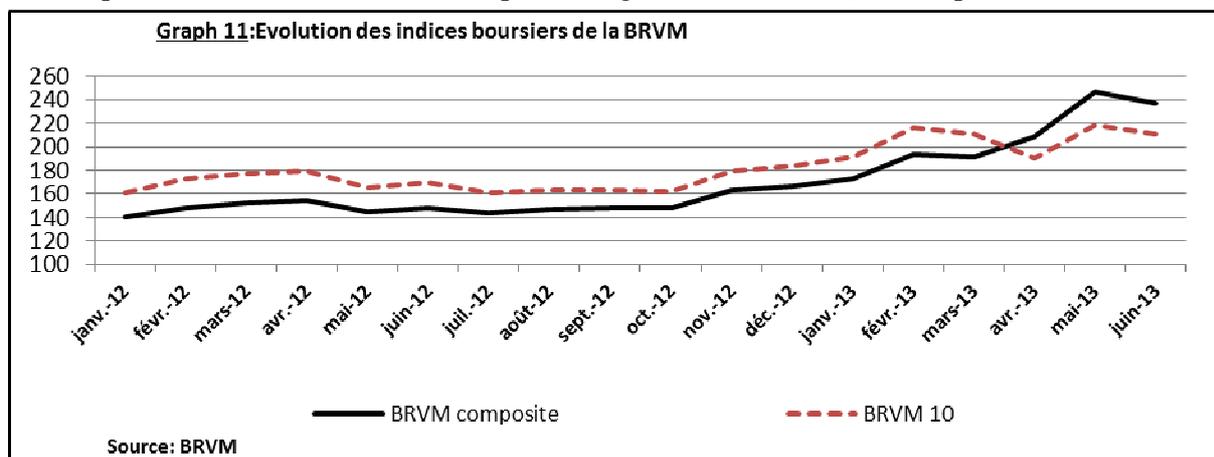
L'évolution du flux net de crédit à l'économie ne reflète pas la tendance des nouveaux prêts octroyés. Sur le premier semestre 2013, les nouvelles mises en place de crédits et les escomptes d'effets se sont accrus respectivement de 9,9% et 21,3% par rapport à la période correspondante de 2012, pour atteindre 1 073 milliards et 255,0 milliards.

Sur la base de ces évolutions, la masse monétaire a augmenté de 1,4% (+70,2 milliards) par rapport à fin décembre 2012. De même, les autres postes nets se sont accrus de 76,3 milliards, en relation avec la reconstitution et le relèvement des fonds propres des banques commerciales.

11. Le marché boursier

Le **marché boursier** a clôturé, à fin juin, en baisse par rapport au mois précédent. Les indices BRM composite (210,9) et BRVM 10 (236,5) se sont repliés respectivement de 3,6% et 4,2%.

La capitalisation boursière (6 116,5 milliards) est en recul de 2,8%, en lien avec la contraction des actions (-3,6%) tandis que les obligations (+1,3%) se redressent. Le volume global des titres échangés (2 662 352) est en forte contraction (-47,4%) par rapport au mois précédent, alors que la valeur totale n'accuse qu'une légère diminution (-1,6%) pour se situer à 15,6



milliards.

CONCLUSION

Dans l'ensemble, l'évolution de l'activité économique est bien orientée dans tous les secteurs. Toutefois, au niveau du secteur primaire, le sucre, le café et le pétrole brut accusent des replis. Dans le secteur secondaire, la baisse du BTP est en partie compensée par la progression plus forte que prévue de l'activité industrielle. Par ailleurs, les perspectives dans le domaine du BTP restent prometteuses au regard des investissements prévus dans les infrastructures routières au second semestre. S'agissant des finances publiques, elles affichent des soldes qui sont au dessus des objectifs du programme, mais des dispositions idoines doivent être prises pour accompagner la réalisation des investissements prévus en 2013. Au niveau des prix à la consommation, les tensions observées persistent.

Au regard des réalisations à fin juin 2013 et des bonnes perspectives de croissance sectorielle, notamment dans le BTP, l'objectif de croissance annuelle prévue à 9,0% en 2013 pourrait être atteint.